

ACTUEL 28

Réflexion stratégique et pensée militaire (1)

A l'occasion d'une récente réunion présidée par Jean-Pierre Chevènement, la question du déclin de la pensée stratégique s'est trouvée une fois encore au centre des débats. La disparition, il y a quelques semaines, du Général Pierre Gallois, qui fut un des phares de la doctrine de dissuasion nucléaire, pourrait accréditer cette idée qu'avec sa mort la flamme de la pensée militaire française continue de s'éteindre. A l'analyse, il s'avère que ce pessimisme ambiant est aussi excessif que peu pertinent car les critères d'appréciation qui déterminent aujourd'hui le champ de la stratégie sont largement décalés par rapport à ceux qui prévalaient il y a une cinquantaine d'années. La question ne se pose plus dans les termes convenus au siècle précédent. Il importe donc de la reformuler, en distinguant autant que possible la « réflexion stratégique » de la « pensée militaire ».

Rupture stratégique

Le Général Gallois, comme tous les penseurs de sa génération – celle du second conflit mondial – a été obsédé par la « Guerre », celle qu'il avait faite et gagnée après l'avoir perdue et qui correspondait à ses yeux à une logique de destruction dont l'Europe tout entière avait payé le prix. La dissuasion nucléaire a été la réponse adaptée au « plus jamais ça » de cette génération, mais seulement à cela et pas aux autres formes de conflit – les guerres dites révolutionnaires par exemple – dont les caractères autres que militaires sont tels qu'ils échappent en tout ou partie à l'inhibition de la dissuasion. En outre, la dissuasion, très

efficace à empêcher la guerre militaire, a provoqué son contournement et le développement d'autres formes de conflit, secondes jusqu'alors, notamment dans le domaine de l'économie et dans celui de l'information. Ce qui apparaissait déjà chez Clausewitz devint flagrant après 1945 : la pensée militaire, pour profonde et efficace qu'elle fût, ne couvrait plus qu'une partie de l'échiquier de la conflictualité, la partie la plus statique, alors que la dynamique guerrière lui échappait.

La suite de l'histoire – par la rapide mutation des sociétés vers la modernité – n'a cessé d'élargir le champ de la stratégie – aux finances, aux médias, au management...- cantonnant la pensée militaire à son domaine technique et opérationnel, celui de l'équipement et de l'emploi des forces. Ce qui n'est pas rien, tant pour le premier dont les choix doivent s'inscrire dans un long terme dont on ignore à peu près tout, que pour le second, les forces armées étant engagées dans un cadre géopolitique et social de plus en plus complexe et diversifié.

La rupture se situe à la fin des années 1970, au plus fort de la guerre froide et de l'affirmation du système libéral, lorsqu'on se rend compte que la pensée militaire, tout en demeurant un domaine dépendant de la réflexion stratégique, n'en est plus ni le centre ni l'essentiel. Aucun des penseurs militaires de la génération de la seconde guerre mondiale n'a anticipé ni intégré ce phénomène : les plus lucides l'ont toutefois pressenti, notamment le Général Poirier avec *La*

Crise des fondements. Peu d'hommes politiques, conseillés par les premiers, l'ont pris en compte dans la conduite des affaires, sauf peut-être deux ministres de la Défense : Charles Hernu qui créa la FAR (Force d'Action Rapide), tirant argument des entraves de la dissuasion ; Pierre Joxe subodorant dès 1992 la primauté du renseignement et la nécessaire amplification des ressources techniques et humaines qu'il fallait lui consacrer, mais qui n'eut ni les moyens ni le temps de donner suite à cette intuition. Pendant la guerre froide, par convention, on a fait comme si la dissuasion n'avait pas radicalement changé la donne et que la réflexion stratégique s'identifiait toujours à la pensée militaire. A preuve, les exercices au niveau des corps d'armée et le plus souvent à nos frontières, où l'on jouait la bataille d'arrêt qui avait échoué en 1940 mais cette fois avec des armes nucléaires ! Après 1989 et la fin des hostilités est-ouest, cette fiction a disparu et l'on s'est retrouvé dans un désagréable état de nudité, le système militaire en général se trouvant déconnecté des réalités stratégiques nouvelles. Il éprouve des difficultés, depuis lors, à retrouver des fondements et une cohérence.

Que cela plaise ou non, la réalité est difficilement contournable : la stratégie, de fait, est bel et bien sortie du champ militaro-centré dans lequel on voudrait encore la contraindre. Ces dernières années, plus fortement depuis le début du XXI^e siècle, la globalisation a encore élargi son emprise à la fois au monde et à tous les domaines de l'action collective, notamment à l'économie qui est devenue la pierre angulaire de la vie des sociétés. Ne pas comprendre cette situation, au pire s'y refuser, c'est d'avance piéger tout débat stratégique et interdire à la réflexion de s'étendre à ses nouveaux espaces de légitimité ; c'est se mettre dans la situation que nous déplorons aujourd'hui, celle où pensée militaire et réflexion stratégique sont toutes deux

dans la plus grande confusion, encore largement associées dans les esprits alors que leurs objets sont désormais distincts dans la réalité.

Si on parvient à se convaincre de cette problématique, la question de la réflexion stratégique se pose dans des termes nouveaux, conférant ainsi à la pensée militaire un champ qui lui est propre et dont nous décrirons certains aspects essentiels dans le prochain numéro d'ACTUEL.

Stratégie et « projet »

S'agissant de la réflexion stratégique, le problème principal qui explique son déclin se trouve dans l'abandon du politique. En désertant le champ de ses responsabilités - celui d'initier et de mettre en œuvre le projet de société -, le politique a déshabillé la stratégie de son objet. En effet, qu'est-ce que la stratégie sinon la conception et la conduite d'un projet - la cohérence d'un objectif de long terme avec la conduite du présent - que ce soit au niveau national, à ceux de la société, de l'entreprise ou de l'individu ? Du jour - déjà lointain - où le système politique a abandonné toute prétention à envisager le long terme et à l'inscrire dans un projet, d'une part il se livrait aux forces du présent, nécessairement techniques et conduites par des soucis d'efficacité immédiate, d'autre part il se condamnait lui-même à gérer les affaires. Dans cette situation nouvelle, plus d'ambition nationale, plus de projet de société : les thèmes de l'indépendance ou celui de la construction européenne, même s'ils figurent toujours en bonne place dans les discours officiels, sont délaissés. En revanche, les finances et les médias ont profité des progrès techniques considérables et de cette opportunité qui leur était concédée pour s'engouffrer dans la brèche et prendre littéralement le pouvoir. Dans le même temps, ils se sont arrogés une emprise ferme sur la stratégie et détourné son champ à leur profit

exclusif. Ils n'en ont retenu que l'aspect le plus visible, celui de la conduite du présent, notamment avec les techniques de gestion (finances et médias), d'organisation (management) et de proposition (marketing). La stratégie, faute d'objet, faute de projet, ravalée au rang des techniques, a perdu sa dimension de recherche et de réflexion. C'est donc à une double défaite de la réflexion stratégique que l'on assiste aujourd'hui : celle de son divorce avec la pensée militaire, induit par la dissuasion et prolongé par l'extension du champ conflictuel, celle de son appropriation par les techniques du court terme.

La très grave crise monétaire, financière, économique dont nous ne parvenons pas à sortir est la conséquence et la manifestation de cette déstructuration complète du système politico-stratégique, celui qui a pour fonction de gouverner les sociétés. Quelles que soient les mesures techniques engagées par les banques centrales et par les gouvernements, le système ne bénéficie plus de la confiance des citoyens, privés de visibilité. Les désordres climatiques contribuent à la dégradation de cette ambiance délétère. Si la crise est comparable à un brouillard, on ne peut en sortir qu'en prenant de l'altitude ; et c'est bien cette démarche que peut entreprendre un retour à une conception raisonnable et classique de la stratégie.

Renouveau stratégique

Cette démarche doit être double ; d'une part revisiter l'analyse stratégique (ou appréciation de situation pour utiliser le langage militaire), d'autre part rassembler des éléments pour aider le politique à réinventer un projet. L'analyse stratégique souffre de maux multiples qui la rendent contestable et souvent inutilisable : la grille employée pour décrypter les situations est antérieure à l'émergence de nouvelles puissances, elle

sous-estime les organisations périphériques et tout ce qui est non-gouvernemental, elle privilégie des facteurs en déshérence - et parfois des préjugés - au détriment de critères plus récents et objectifs ; elle est trop journalistique, comptable, soucieuse des contingences et soumise aux événements. La prodigieuse accélération de l'actualité rend vaine, dans ces conditions, toute tentative d'analyse qui ne se fonderait pas sur des invariants ou, au moins, des points d'ancrage ou de stabilité. Mais sans elle, et sans un logiciel de révision périodique qui facilite sa mise à jour, tout regard sur le monde, sur les pays et les sociétés qui le composent et y évoluent, est erroné. C'est donc par là qu'il faut commencer : par le redéploiement des appareils de renseignement, par la réorientation de centres de recherche stratégique transversaux (et non plus spécialisés dans la sécurité), en redéfinissant leurs missions dans le but d'avoir une appréciation de situation fiable et complète. On en est loin ; il serait cruel de donner des exemples, ils sont trop nombreux et répartis dans tous les domaines, géopolitique, économique, démographique...

A condition que cet effort soit entrepris, qui permettrait au moins d'avoir une vision plus exhaustive et moins quantitative et de se faire ainsi une plus juste appréciation des risques réels qui pèsent sur les équilibres mondiaux et régionaux et, par contrecoup sur nos intérêts ou ceux de nos partenaires et alliés dans les domaines aussi divers que la sécurité, l'économie ou la culture, alors nous pourrions nous engager de façon utile dans la démarche stratégique proprement dite. Celle-ci consiste à apporter au politique des éléments - arguments, hypothèses, possibilités - qui lui permettraient de reconstituer « le projet » ou la vision d'avenir qui fait tant défaut aujourd'hui. C'est le cœur même de la réflexion stratégique, tout le reste

est verbiage et temps perdu. Elle peut s'exercer dans trois domaines où les convergences entre politique et stratégie sont manifestes : le développement, la communication, la sécurité.

Le meilleur point d'application devrait se trouver dans la **stratégie de développement** (durable par nature) ; or, la littérature sur le sujet, essentiellement économique, ne parle que de « stratégie de croissance ». La croissance étant un moyen, certes décisif, mais rien qu'un moyen, elle ne peut être qu'une composante stratégique ; la seule stratégie qui vaille, dans ce domaine, étant la stratégie de développement. Je pense que, lorsqu'on aura compris que la croissance doit être au service du développement et qu'il convient de fixer à celui-ci des objectifs quantitatifs et qualitatifs à long terme, il sera sans doute plus facile de mettre en œuvre les leviers de la croissance. On invoque la croissance comme si son « retour » ne pouvait être que miraculeux, alors qu'ayant épuisé dans nos pays les effets des facteurs initiaux de production, la croissance ne peut provenir que du volontarisme politique, des réformes structurelles et de sources techniques et humaines nouvelles.

Il en va de même en matière de communication. On pourrait sans doute utiliser le formidable essor des technologies de l'information pour fonder une **stratégie de communication** et contribuer ainsi à renouveler le consensus social au lieu de se satisfaire de l'usage trivial de ces moyens relationnels

révolutionnaires. Faute de stratégie de communication, on se contente de déplorer en permanence un déficit ou des erreurs de ...communication.

Evidemment, le troisième domaine concerne la sécurité au sens le plus large. Malgré des tentatives louables, notamment dans le secteur de la défense, pour élargir le champ stratégique, l'investissement dans la **stratégie de sécurité** est notoirement insuffisant, faute d'objet et de cadre adapté. C'est pourtant, dans une société comme avec les partenaires extérieurs, la condition de la confiance. Et c'est bien dans ce domaine que le lien peut (doit) être rétabli avec la pensée militaire.

Emprise des techniques et obsession de la rentabilité et du court terme, abandon du politique et oubli des permanences et des invariants, perte de vision du long terme, tels sont les tropismes de l'époque. Rien n'interdit d'y remédier, non en multipliant les officines ou en hiérarchisant les organismes, mais, bien au contraire, en faisant appel aux « idées », en favorisant les laboratoires et tous les lieux où souffle un esprit de rénovation.

Nous sommes victimes du syndrome des « clés sous le réverbère » : tout ce que nous avons perdu ou oublié, nous le cherchons aux endroits depuis longtemps éclairés, alors que c'est ailleurs, là où il n'y a pas encore de lumière, qu'il faut fouiller.

Eric de La Maisonneuve